CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS

ARRET

**n°15390 du 29 août 2008
dans l'affaire X / III**

En cause : X

contre :

l'Etat belge, représenté par le Ministre de l'Intérieur,
et désormais par la Ministre de la Politique de migration et d'asile.

LE PRESIDENT F.F. DE LA IIIe CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 26 novembre 2007 par X, qui déclare être de nationalité marocaine et Mme X, qui déclare être de nationalité belge, qui demandent la suspension et l'annulation de « la décision de refus de demande de visa de regroupement familial [...] adoptée et notifiée par le Consulat Général de Belgique à Casablanca le 26.10.2007 ».

Vu le titre Ier bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu la note d'observations.

Vu l'ordonnance du 21 mai 2008 convoquant les parties à comparaître le 16 juin 2008.

Vu l'arrêt 13198 du 26 juin 2008 ordonnant la réouverture des débats.

Vu l'ordonnance du 9 juillet 2008 convoquant les parties à comparaître le 19 août 2008.

Entendu, en son rapport, , .

Entendu, en observations, Me C. HALKIN loco Me J-C. DELVILLE, avocat, qui comparaît la partie requérante, et N. CHEVALIER loco Me D. MATRAY, , qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

2.1. Recevabilité ratione temporis.

2.1.1. Dans sa note d'observation, la partie défenderesse postule l'irrecevabilité de la requête au regard de son introduction tardive.

2.1.2. L'article 39/57, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dispose que le recours introduit à l'encontre d'une décision individuelle prise en application de cette même loi doit être introduit par requête dans les trente jours suivant la notification de la décision contre laquelle il est dirigé.

L'article 4, § 2, de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers prévoit, pour sa part, que : « Le jour de l'acte attaqué à partir duquel le délai commence à courir n'est pas compris dans ce délai. Le jour de l'échéance est compris dans le délai. Toutefois lorsque ce jour est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, le jour de l'échéance est reporté au premier jour ouvrable qui suit ».

2.1.3. Le Conseil constate, la lecture du dossier administratif et comme soutenu par la partie requérante dans sa requête introductive d'instance, que la requête soutient que le refus de la demande de visa de regroupement familial sur base de la loi du 15 décembre 1980 précitée, constituant l'acte attaqué, a été notifié au requérant le 26 octobre 2007.

Le présent recours ayant été adressé au Conseil en date du 26 novembre 2007, il a été introduit le lendemain du délai prescrit par l'article 39/57, alinéa 2. Toutefois, le jour de l'échéance du délai précité, à savoir le 25 novembre 2007, étant un dimanche, le jour de l'échéance est reporté au premier jour ouvrable, à savoir le 26 novembre 2007. Il s'en suit que la requête de la partie requérante est recevable ratione temporis.

2.2. Intérêt au recours.

2.2.1. Dans sa note d'observations, la partie défenderesse soulève l'irrecevabilité de la requête en raison de l'absence d'intérêt qu'aurait la requérante Mme C. G. à introduire un recours contre l'acte attaqué.

2.2.2. Le Conseil constate que le requérant, M. H., qui a introduit une demande de regroupement familial sur pied de l'article 40 de la loi du 15 décembre 1980 précitée, en vue de rejoindre son épouse, la requérante, est le seul destinataire de l'acte attaqué.

Il en résulte que le requérant est le seul à justifier d'un intérêt personnel, au sens de l'article 39/56 de la loi du 15 décembre 1980 précitée, à obtenir la suspension et l'annulation de l'acte attaqué, et qu'en tant qu'il est introduit par la requérante, le recours est irrecevable.

2.3. Election de domicile.

2.3.1. Aux termes de l'article 39/58 de la loi du 15 décembre 1980, quiconque introduit un recours devant le Conseil est tenu d'élire domicile en Belgique dans le premier acte de procédure. Conformément aux articles 39/69, § 1^{er}, alinéa 2, 2°, et 39/78 de la même loi, cette mention dans la requête est prescrite à peine de nullité.

2.3.2. En l'espèce, la partie requérante ne mentionne, dans sa requête introductive d'instance, aucune adresse pour le premier requérant, indiquant la seule mention du domicile de la requérante, dont le recours est irrecevable aux termes du raisonnement supra, et l'adresse du conseil des requérants, sans toutefois spécifiquement faire élection de domicile.

En l'absence d'élection de domicile en Belgique du requérant M. H., il y a dès lors lieu de déclarer la requête irrecevable.

2.4. Exposé des moyens.

2.4.1. A titre surabondant, le Conseil rappelle que l'article 39/69, § 1er, alinéa 2, 4°, de la loi du 15 décembre 1980 précitée, auquel renvoie l'article 39/78 de la même loi, prévoit que la requête doit contenir, sous peine de nullité, l'exposé des faits et des moyens invoqués à l'appui du recours.

Dans le contentieux de l'annulation, le Conseil est, en effet, amené à statuer sur la légalité d'un acte administratif. L'exposé des moyens est dès lors un élément essentiel de la requête puisqu'il permet, à la partie défenderesse, de se défendre des griefs formulés à l'égard de l'acte et au Conseil, d'examiner le bien-fondé de ces griefs.

Selon une jurisprudence constante du Conseil d'Etat, l'exposé d'un "moyen de droit" requiert non seulement de désigner la règle de droit qui serait violée, mais également la manière dont celle-ci aurait été violée par l'acte attaqué (cf. notamment C.E., arrêt n° 164.482 du 8 novembre 2006).

2.4.2. En l'espèce, le Conseil ne peut que constater que la partie requérante n'invoque, dans sa requête, aucun moyen de droit à l'appui de son recours.

Il rappelle que, dans le cadre de son contrôle de légalité, il ne lui revient pas de déduire des considérations de fait énoncées par la partie requérante, quelle disposition légale celle-ci estime violée ni de quelle manière.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article unique.

La requête en suspension et en annulation est rejetée.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique de la IIIe chambre, le vingt-neuf août deux mil huit par :

Le Greffier,

Le Président,